GRECE

5 juillet
13 juillet

Le 5 juillet, le peuple grec a dit « NON »à 61% à tout nouveau plan d'austérité.

Une semaine après, « l'accord » imposé au peuple grec le 13 juillet par l'ensemble des chefs d'état de la zone euro (Eurogroupe) et ratifié depuis par plusieurs parlements, constitue un véritable coup d'état financier et politique.

Une austérité aggravée et une mise du pays sous tutelle :

- Passage de la TVA de 13 % à 23 % pour les denrées non périssables, la restauration, les transports et autres services,
- Report de l'âge du départ à la retraite à 67 ans
- Obligation d'un nouveau programme de privatisations (transport, gaz, électricité, ports, aéroports…)
- Coupe automatique dans les dépenses publiques si les objectifs budgétaires ne sont pas tenus

Des restrictions démocratiques inacceptables :

- Le gouvernement grec devra obtenir le feu vert des institutions européennes [la troïka] pour tout projet de loi avant de le soumettre à la consultation publique ou au Parlement".
- le gouvernement grec devra modifier les lois votées depuis janvier et contraires à l'accord du 20 février (sauf la loi sur la crise humanitaire).
- mesures de libéralisation de l'économie, avec un calendrier précis, y compris pour le travail du dimanche, les périodes de soldes, la propriété des pharmacies, le marché du lait, les boulangeries, et l'ouverture de professions réglementées comme le transport en ferry

Quel(le) européen(ne) peut approuver ces mesures qui bafouent la souveraineté du peuple et mettent la Grèce sous tutelle politique!

Alors que les précédentes mesures d'austérité ont provoqué un chaos pour le peuple grec, l'Europe s'obstine au mépris de la démocratie !

Les 86 milliards d'euros de prêt accordés en contrepartie vont s'ajouter à **une dette déjà considérée comme insoutenable** par des économistes. Même des institutions, tel le FMI, avouent que ce plan imposé à la Grèce est déséquilibré, irréaliste et voué à l'échec.

Toutes ces mesures ne feront qu'aggraver la crise économique et sociale et priver les grecs de leur souveraineté nationale.

Le 13 juillet 2015 a eu lieu, au cœur de l'Europe, un coup d'état financier et politique

Cet « accord » est un message adressé au peuple grec et plus largement à tous les citoyens européens : les politiques néolibérales sont les seules autorisées en Europe.

Refusons le diktat d'une Europe de la finance !
Affirmons notre solidarité avec le peuple grec contre la misère !

Merci de ne pas jeter sur la voie publique

Collectif Malouin de Soutien au Peuple grec dont sont membres ATTAC, EELV, Ensemble, NPA, PCF (Dol), PG, UDB.